



CONCOURS DE SURVEILLANT DU JARDIN 2024

Pour tout renseignement complémentaire concernant ce concours :

Direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat

15 rue de Vaugirard – 75291 Paris cedex 06

(☎ : 01.42.34.30.72 - @ : concours-SDJ2024@senat.fr)

Internet : www.senat.fr/emploi/ rubrique « Recrutement des fonctionnaires par concours »

Sommaire

Sommaire	2
NOMBRE DE POSTES PROPOSÉS	3
CALENDRIER DU CONCOURS	3
FONCTIONS – STATUT – CARRIÈRE - RÉMUNÉRATION	4
PROCÉDURE D’INSCRIPTION	6
A. LA SAISIE DES DONNÉES PAR LE CANDIDAT DANS LE FORMULAIRE EN LIGNE	6
B. LE DÉPÔT DU DOSSIER COMPLET	6
CONDITIONS À REMPLIR ET PIÈCES À FOURNIR	7
A. CONDITION À REMPLIR ET DOCUMENT À FOURNIR AU STADE DE L’INSCRIPTION	7
B. CONDITIONS À REMPLIR ET DOCUMENTS À FOURNIR AU STADE DE L’ADMISSIBILITÉ	9
C. CONDITION À REMPLIR ET DOCUMENT À FOURNIR AU STADE DE L’ENTRÉE DANS LES FONCTIONS	10
DEMANDE D’AMÉNAGEMENTS D’ÉPREUVES	11
NATURE DES ÉPREUVES	12
Annexe II : remboursement de frais	15
Annexe III : règlement général des concours	16

NOMBRE DE POSTES PROPOSÉS

Un concours externe est ouvert pour le recrutement d'au moins un surveillant du Jardin, à compter du **1^{er} juillet 2024**. Le jury peut décider, par avis motivé, d'établir **une liste complémentaire** comportant les noms des candidats qui lui paraîtraient aptes à occuper un poste de surveillant du Jardin dans le cas de vacance se produisant dans le cadre d'emplois au plus tard **dans les deux ans de la date d'établissement de la liste complémentaire**¹.

Au vu des résultats obtenus par les candidats, le jury peut toutefois décider, par avis motivé, de ne pas pourvoir le poste.

CALENDRIER DU CONCOURS

Les dates des épreuves, données à titre **purement indicatif**, sont toujours susceptibles de **modifications**. Les candidats doivent se tenir informés en **consultant la page du concours** sur le site internet du Sénat.

Date limite d'inscription par Internet et de dépôt des candidatures	vendredi 26 janvier 2024
Épreuves d'admissibilité	jeudi 29 février 2024
Épreuves d'admission	semaines des 15 et 22 avril 2024
Prise de fonctions prévues	à compter du 1 ^{er} juillet 2024

Les épreuves se déroulent **uniquement** à Paris et dans les départements limitrophes.

¹ Lorsqu'une liste complémentaire est établie, sa validité cesse automatiquement à la date de début des épreuves du concours suivant et, au plus tard, deux ans après sa date d'établissement sauf prorogation décidée par arrêté du Président et des Questeurs (extrait de l'article 44 du règlement intérieur du Sénat).

FONCTIONS – STATUT – CARRIÈRE - RÉMUNÉRATION

FONCTIONS

Les fonctionnaires du cadre des surveillants du Jardin sont placés sous l'autorité du directeur de l'Accueil et de la Sécurité.

Les surveillants du Jardin assurent des missions d'accueil du public et de surveillance dans le Jardin du Luxembourg (Paris, VI^e arrondissement).

Ils ont pour **missions essentielles** de :

- **porter aide et assistance aux promeneurs ;**
- **faire respecter le règlement du Jardin du Luxembourg et l'ordre public ;**
- **veiller à la conservation du domaine.**

Les surveillants du Jardin contribuent également à assurer le bon déroulement des cérémonies et événements qui se déroulent dans l'enceinte du Jardin.

En vertu de l'article 14 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001, les surveillants du Jardin sont **agréés et assermentés**, à compter de leur titularisation, comme **agents de police judiciaire adjoints**. À ce titre, ils sont autorisés à constater, par procès-verbaux, les infractions aux dispositions du règlement du Jardin du Luxembourg et font rapport à l'officier de police judiciaire compétent sur les crimes et délits qu'ils constatent.

Ils sont tenus au port d'un **uniforme** pendant leur temps de service.

Le Jardin du Luxembourg, qui dépend du Sénat, est ouvert au public durant la journée et tous les jours de l'année, y **compris les dimanches et les jours fériés**.

Les horaires de travail des surveillants du Jardin dépendent des horaires d'ouverture et de fermeture du Jardin, qui varient selon les saisons. **Les conditions d'exercice du métier impliquent notamment un travail en extérieur, avec marche et station debout prolongées.**

Compte tenu de leurs missions, il est attendu des surveillants du Jardin qu'ils fassent preuve notamment de :

- sens du service et disponibilité ;
- réactivité ;
- discernement ;
- maîtrise de soi ;
- capacité à faire preuve d'autorité ;
- capacité à s'adapter à des situations et interlocuteurs variés ;
- capacité à rendre compte à la hiérarchie ;
- intérêt pour le contact avec le public et le travail en équipe.

STATUT

Les fonctionnaires du Sénat sont régis par un statut particulier qui est établi par le Bureau du Sénat et ont la qualité de **fonctionnaire de l'État**, en vertu de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.

Les surveillants du Jardin doivent faire preuve d'une **probité** et d'une **intégrité** irréprochables. Ils sont soumis au **devoir de réserve**, à une stricte obligation de **neutralité** dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'à une obligation absolue de **discrétion professionnelle** et de confidentialité pour tout fait ou information dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces règles déontologiques s'imposent à tous les fonctionnaires du Sénat et doivent conduire également à ce que les activités menées ou le comportement en dehors de l'exercice des fonctions ne soient pas en contradiction avec ces principes.

Les fonctionnaires du Sénat ne peuvent exercer, à titre professionnel, aucune activité privée lucrative de quelque nature que ce soit, à l'exception de la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques. Les activités d'enseignement, dès lors qu'elles ne sont pas liées à des fonctions de nature administrative, sont autorisées sous réserve des nécessités de service.

Les litiges d'ordre individuel concernant les fonctionnaires du Sénat sont portés devant la juridiction administrative.

CARRIÈRE

Aucun membre du personnel ne peut être titularisé dans son emploi au Sénat avant d'avoir accompli un **stage probatoire** d'une durée effective d'au moins un an. Tout stagiaire peut être licencié avant l'expiration de son stage en cas d'insuffisance professionnelle ou d'indiscipline.

Le cadre des surveillants du Jardin comprend quatre grades, chacun de ces grades étant divisé en classes.

Les promotions de grade sont effectuées au choix, dans la limite des postes vacants, parmi les fonctionnaires justifiant de l'ancienneté de grade fixée par le Règlement intérieur du Sénat. Elles sont subordonnées à l'inscription à un tableau d'avancement établi par une commission administrative paritaire.

Parmi les surveillants du Jardin ayant satisfait à des conditions de grade, certains peuvent, après une quinzaine d'années d'ancienneté au minimum, exercer des fonctions d'encadrement.

Les surveillants du Jardin sont admis de droit à la retraite à 65 ans.

Il n'y a pas de reprise d'ancienneté pour les lauréats des concours du Sénat qui sont fonctionnaires d'État, fonctionnaires territoriaux ou fonctionnaires hospitaliers.

RÉMUNÉRATION

Un tableau de classement hiérarchique des grades et emplois fixe les indices de traitement applicables à chaque classe de chaque grade. Ces indices correspondent à des traitements déterminés selon les règles appliquées à la fonction publique.

Des **indemnités**, dont les conditions d'attribution sont arrêtées par les Questeurs, compte tenu des **sujétions particulières** propres au fonctionnement du Sénat, complètent le traitement indiciaire.

La **rémunération nette mensuelle de départ est d'environ 3 000 euros (indemnités comprises)**.

Si vous souhaitez davantage de renseignements concernant la rémunération, vous pouvez contacter le secrétariat du concours au 01.42.34.30.72.

PROCÉDURE D'INSCRIPTION

La demande d'inscription se déroule **en deux temps**.

A. LA SAISIE DES DONNÉES PAR LE CANDIDAT DANS LE FORMULAIRE EN LIGNE¹

Une seule inscription en ligne est autorisée par candidat. Le formulaire est accessible sur la page du concours, sur www.senat.fr/emploi/ rubrique « Recrutement des fonctionnaires par concours ».

Aucune modification manuscrite n'est autorisée sur le formulaire pré-rempli. Toute rectification des renseignements fournis devra être portée de manière manuscrite **uniquement sur la feuille de modification datée et signée** à déposer ou retourner par courrier postal à la direction des Ressources humaines et de la Formation **avant la date limite de dépôt des dossiers**.

Attention, la vérification automatique du formulaire en ligne ne préjuge en rien de la recevabilité de la candidature, qui est examinée par la direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat.

B. LE DÉPÔT DU DOSSIER COMPLET

La demande d'inscription au concours ne sera définitivement prise en compte **qu'après réception** du dossier de candidature complet — **formulaire pré-rempli, daté, signé et, si vous demandez des aménagements d'épreuves, accompagné des pièces justificatives** (cf. page 11) — par la direction des Ressources humaines et de la Formation, envoyé ou déposé avant la date limite.

Les dossiers d'inscription complets doivent être :

- soit envoyés par courrier postal à la direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat (cellule concours), 15 rue de Vaugirard – 75291 Paris cedex 06, **au plus tard le vendredi 26 janvier 2024**, le cachet de la Poste faisant foi ;
- soit déposés exclusivement à l'accueil de la direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat, 8 rue Garancière – Paris 6^e, **au plus tard le vendredi 26 janvier 2024 à 18 heures précises²**. Un récépissé sera alors remis au candidat en échange du dossier.

Le défaut de réponse aux renseignements demandés ou de production des pièces exigées dans les délais imposés par l'administration du Sénat entraînera le rejet de votre dossier.

Attention, aucun formulaire d'inscription envoyé par courrier électronique ne sera accepté.

Il appartient aux candidats de s'assurer de la bonne réception de leur dossier d'inscription.

À cet effet, il leur est conseillé d'adresser leur dossier par lettre suivie.

¹ Pour cette étape, les candidats doivent disposer d'une adresse électronique, d'un outil pour visualiser un document au format PDF et d'une imprimante. Si vous êtes dans l'impossibilité de remplir ce formulaire en ligne, vous pouvez contacter directement, jusqu'au vendredi précédant la date de clôture des inscriptions, à 18 heures, la direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat (01.42.34.30.72).

² Horaires de dépôt auprès de la direction des Ressources humaines et de la Formation du Sénat : du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

CONDITIONS À REMPLIR ET PIÈCES À FOURNIR

A. CONDITION À REMPLIR ET DOCUMENT À FOURNIR AU STADE DE L'INSCRIPTION

Conditions à remplir		Documents à fournir par les candidats déclarés admissibles
S'inscrire		Formulaire d'inscription daté et signé
Posséder, à la date de clôture des inscriptions (soit le vendredi 26 janvier 2024), la nationalité française		Copie recto-verso : - de la carte nationale d'identité <i>en cours de validité</i> - <u>ou</u> du passeport électronique ou biométrique - <u>ou</u> un certificat de nationalité délivré par le Tribunal d'instance du lieu de résidence - <u>ou</u> une déclaration de nationalité dûment enregistrée - <u>ou</u> une ampliation du décret de naturalisation ou de réintégration - <u>ou</u> un jugement constatant l'appartenance à la nationalité française
Être âgé(e) de plus de 18 ans au 1 ^{er} janvier 2023		
Justifier, à la date de clôture des inscriptions (soit le vendredi 26 janvier 2024), de l'une des conditions suivantes ¹ :		
a. Au moins trois années de services militaires actifs ;		Une copie de l'état signalétique et des services visée par la hiérarchie <u>ou</u> une copie du certificat de position militaire permettant de justifier d'au moins trois années de services actifs à la date de clôture des inscriptions. Ces documents doivent indiquer expressément la date de début des services actifs.
b. Au moins trois années d'exercice professionnel dans des fonctions de surveillance, de sécurité ou de secours aux personnes, en qualité d'agent public ou de salarié d'une entreprise publique ;		Une attestation de l'employeur précisant le service d'affectation <u>ou</u> un certificat de travail précisant le service d'affectation, <u>ou</u> une copie du contrat de travail précisant le service d'affectation assortie des premier et dernier bulletins de paie. Ces documents doivent permettre de justifier d'au moins trois années d'exercice professionnel dans des fonctions de surveillance, de sécurité ou de secours aux personnes.

¹ Chaque période est comptabilisée une seule fois en cas de cumul sur une même période de plusieurs des situations mentionnées dans le présent alinéa.

Conditions à remplir		Documents à fournir par les candidats déclarés admissibles
<p>c. Au moins trois années d'exercice professionnel dans des fonctions de surveillance, de sécurité ou de secours aux personnes en étant titulaire de la carte professionnelle d'agent de sécurité délivrée par le Conseil national des activités privées de sécurité ;</p>		<p>Une copie de la carte professionnelle d'agent de sécurité délivrée par le Conseil national des activités privées de sécurité</p> <p>Et une attestation de l'employeur ou un certificat de travail ou une copie du contrat de travail précisant le service d'affectation, assortie des premier et dernier bulletins de paie, permettant de justifier d'au moins trois années d'exercice professionnel dans des fonctions de surveillance, de sécurité ou de secours aux personnes.</p>
<p>d. Au moins trois années de services actifs comme sapeur-pompier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ militaire, ○ professionnel ○ ou volontaire. 	  	<p>Cf. point a. ;</p> <p>Cf. point b. ;</p> <p>Pour les sapeurs-pompiers volontaires : une copie du suivi de carrière visée par la hiérarchie <u>ou</u> une copie de l'état signalétique et des services <u>ou</u> une copie des arrêtés de nomination et de promotion accompagnée des premier et dernier bulletins d'indemnités ;</p> <p>ces documents doivent permettre de justifier d'au moins trois années de services actifs à la date de clôture des inscriptions</p>
<p>Candidat en situation de handicap demandant des aménagements d'épreuves à ce titre</p>		<p>Justificatif : cf. page 11</p>

B. CONDITIONS À REMPLIR ET DOCUMENTS À FOURNIR AU STADE DE L'ADMISSIBILITÉ

La direction des ressources humaines et de la formation indiquera à quelle date les documents ci-dessous devront lui être remis par les seuls candidats admissibles.

Conditions à remplir		Documents à fournir par les candidats déclarés admissibles
<p>Jouir de ses droits civiques</p> <p>Présenter un bulletin n° 2 du casier judiciaire – ou équivalent pour les candidats non Français – ne comportant pas de mention incompatible avec l'exercice des fonctions postulées</p>		<p>Les candidats n'ont rien à fournir. La DRHF se charge de demander l'extrait du bulletin n° 2.</p>
<p>Avoir satisfait à ses obligations légales au regard du Code du service national.</p> <p><i>À défaut, les candidats seraient autorisés à participer aux épreuves mais devraient satisfaire à ces obligations légales avant la date fixée pour la prise effective des fonctions, sous peine de perdre le bénéfice de leur classement.</i></p>		<p>*Pour les candidats âgés de <u>moins de 25 ans</u> à la <u>date de clôture des inscriptions</u>, une copie du certificat de participation à la journée d'appel de préparation à la défense. À défaut de ce certificat, les candidats devront joindre une copie de l'attestation de recensement accompagnée d'une copie de l'attestation provisoire ou de l'attestation d'exemption.</p> <p>*Pour les candidats âgés de <u>plus de 25 ans</u> à la <u>date de clôture des inscriptions</u>, aucune pièce n'est demandée.</p>
<p>Aptitude à l'exercice d'épreuves physiques</p>		<p>- Certificat de non-contre-indication à la pratique sportive, délivré par le médecin traitant du candidat</p> <p>- Ou, pour les candidats qui demandent à être dispensés de l'épreuve, un certificat les déclarant inaptes à cette épreuve, délivré par le médecin d'aptitude du Sénat, au vu notamment des certificats médicaux produits par les intéressés. Les candidats doivent adresser une demande de dispense à la DRHF.</p>
<p>Fiche individuelle de renseignements accompagnée d'une photographie d'identité récente</p>		<p>La fiche sera envoyée par la DRHF uniquement aux candidats admissibles.</p>

**C. CONDITION À REMPLIR ET DOCUMENT À FOURNIR AU STADE DE L'ENTRÉE
DANS LES FONCTIONS**

Condition à remplir	Document à fournir par les candidats déclarés admis
Aptitude physique à l'exercice des fonctions de surveillant du Jardin	<p>Production d'un certificat médical, délivré par le médecin d'aptitude du Sénat.</p> <p>Les candidats qui souhaiteraient avoir un avis sur leur aptitude physique, <u>avant de se présenter aux épreuves</u>, peuvent demander à passer une visite chez le médecin d'aptitude du Sénat dès l'avis d'ouverture du concours.</p> <p>Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter la direction des Ressources humaines et de la Formation au 01.42.34.30.72.</p>

DEMANDE D'AMÉNAGEMENTS D'ÉPREUVES

Les candidats en situation de handicap doivent envoyer le formulaire d'inscription signé.

S'ils souhaitent bénéficier d'aménagements d'épreuves, ils doivent fournir en outre une copie des **justificatifs, en cours de validité à la date de clôture des inscriptions**, attestant de leur appartenance à l'une des catégories mentionnées ci-après :

- travailleurs reconnus handicapés par une Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ou par une Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) ;
- victimes d'accident du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- titulaires de la carte mobilité inclusion mention « invalidité » définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ;
- candidats produisant un certificat médical délivré par leur médecin traitant ou par leur spécialiste, datant de moins de six mois et attestant d'un handicap, au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles, impliquant la nécessité de prévoir un ou plusieurs aménagements d'épreuves.

Il appartient aux candidats en situation de handicap souhaitant bénéficier d'aménagements d'épreuves **de déposer leur dossier d'inscription le plus tôt possible avant la date de clôture des inscriptions.**

La direction des Ressources humaines et de la Formation leur communiquera ensuite, par courrier, les coordonnées du médecin d'aptitude du Sénat, seul habilité à autoriser des aménagements d'épreuves.

La décision du médecin d'aptitude sera notifiée par la direction des Ressources humaines et de la Formation au candidat concerné.

NATURE DES ÉPREUVES

	Durée	Coeffi- cient
A. ÉPREUVES D'ADMISSIBILITÉ		
<p>Épreuve écrite de mise en situation individuelle</p> <p>Cette épreuve est destinée à apprécier le sens de l'analyse, les facultés de raisonnement ainsi que les compétences rédactionnelles des candidats.</p>	<i>1 heure</i>	<i>1</i>
<p>Compte rendu</p> <p>Cette épreuve consiste à rendre compte par écrit, le plus complètement et exactement possible, de faits dont les candidats prennent préalablement connaissance visuellement, oralement ou par écrit. Il sera tenu compte des qualités d'expression écrite.</p>	<i>1 heure</i>	<i>2</i>
B. ÉPREUVES D'ADMISSION		
<p>Épreuve d'exercices physiques</p> <p>L'épreuve d'exercices physiques porte sur les deux disciplines suivantes : course de vitesse et course de demi-fond. Les modalités et le barème de notation de cette épreuve sont précisés en annexe.</p>		<i>2</i>
<p>Épreuve orale facultative de langue vivante</p> <p>Cette épreuve consiste en une conversation libre dans l'une des langues suivantes : allemand, anglais, espagnol ou italien.</p> <p><i>Seuls les points excédant la note de 10 sur 20 sont pris en compte.</i></p> <p><i>La demande de subir l'épreuve orale facultative de langue vivante et le choix de la langue vivante doivent être déterminés par le candidat lors de son inscription. Ils ne pourront plus être modifiés après la date limite de dépôt des candidatures.</i></p>	<i>15 minutes</i>	<i>1</i>
<p>Mise en situation collective</p> <p>Lors de cette épreuve, les candidats sont répartis en groupes.</p> <p>À partir d'éléments succincts décrivant une situation concrète et pouvant faire appel à l'utilisation de matériel (plans, photos, réglementation, etc.), les candidats d'un même groupe procèdent, en se répartissant librement la parole, à un échange les conduisant à organiser le travail en équipe et à définir les actions qui pourraient être mises en œuvre pour répondre à la situation posée.</p> <p>Chaque candidat est ensuite interrogé individuellement par le jury, en l'absence des autres candidats, sur la situation à laquelle il vient de participer.</p> <p>Cette épreuve vise à apprécier les qualités relationnelles des candidats, leur capacité d'écoute et d'initiative, ainsi que leur aptitude à travailler en équipe. Elle ne requiert pas de connaissances techniques particulières et ne comporte aucun programme spécifique.</p>	<i>15 minutes de mise en situation collective et 5 minutes d'interrogation individuelle</i>	<i>2</i>
<p>Entretien avec le jury</p> <p>Cette épreuve consiste en un entretien avec le jury permettant d'apprécier la motivation et l'adéquation des candidats à l'emploi de surveillant du Jardin.</p> <p>Pour cette épreuve, le jury dispose d'une fiche individuelle de renseignements, préalablement remplie par les candidats et ne faisant l'objet d'aucune notation.</p> <p>Un ou plusieurs inventaires de personnalité, non notés, seront renseignés par les candidats puis portés à la connaissance du jury avant l'entretien.</p>	<i>20 minutes</i>	<i>4</i>

MODALITÉS ET BARÈME DE L'ÉPREUVE D'EXERCICES PHYSIQUES

Les résultats de l'épreuve d'exercices physiques sont appréciés en application des dispositions des règlements en vigueur dans la fédération française d'athlétisme.

Pour cette épreuve d'exercices physiques, **seuls les points obtenus au-dessus de la moyenne sont pris en compte**. La notation des épreuves d'exercices physiques se fonde sur une échelle de notation particulière.

Seuls les candidats déclarés inaptes à subir l'épreuve d'exercices physiques par le **médecin d'aptitude du Sénat**, au vu notamment des certificats médicaux produits par les intéressés, sont dispensés de cette épreuve par décision du président du jury. Les candidats ainsi dispensés se voient attribuer d'office une note égale à la moyenne des notes obtenues par les candidats de leur sexe qui ont passé l'épreuve d'exercices physiques. Il en est de même pour la note attribuée aux candidats qui ne peuvent participer, en tout ou partie, à l'épreuve d'exercices physiques, pour une raison inopinée médicalement constatée et ultérieurement approuvée par le médecin d'aptitude du Sénat.

Si un candidat ne peut effectuer la totalité des exercices prévus, la note qui lui est attribuée à la fin de l'épreuve est calculée en divisant la somme des notes obtenues par lui à chacun des exercices qu'il a effectués, par le nombre total des exercices prévus.

Si les installations sportives sont rendues impraticables, l'épreuve peut être, en totalité ou en partie, annulée ou reportée par décision du président du jury. Cette décision est portée à la connaissance des candidats par l'envoi d'un mail sur l'adresse qu'ils ont indiquée lors de leur inscription ainsi que la publication d'une annonce sur le site internet du Sénat.

L'ordre de passage des candidats dans les différents exercices est laissé à la discrétion du jury en fonction des nécessités de l'organisation.

Deux faux départs du même candidat entraînent la note de 0 sur 20 à l'épreuve pour ledit candidat.

Conditions de déroulement de l'épreuve

- Course de vitesse** : un seul essai. En fonction du nombre de candidats, course individuelle ou par deux. Le départ peut être effectué debout ou accroupi, dans ce dernier cas avec ou sans starting-block. La performance est arrondie au centième de seconde inférieur.
- Course de demi-fond** : épreuve en ligne avec un maximum de 12 candidats au départ, un seul essai. La performance est arrondie au dixième de seconde inférieur.

Note sur 20	FEMMES		HOMMES		Note sur 20
	Course de vitesse	Course de demi-fond	Course de vitesse	Course de demi-fond	
	<i>60 mètres</i>	<i>1000 mètres</i>	<i>100 mètres</i>	<i>1000 mètres</i>	
20	9"2	4'00"	12"7	3'00"	20
19,5	9"3	4'06"	12"8	3'06"	19,5
19	9"4	4'12"	12"9	3'12"	19
18,5	9"5	4'18"	13"0	3'18"	18,5
18	9"6	4'24"	13"1	3'24"	18
17,5	9"7	4'30"	13"2	3'30"	17,5
17	9"8	4'36"	13"3	3'36"	17
16,5	9"9	4'42"	13"4	3'42"	16,5
16	10"0	4'48"	13"5	3'48"	16
15,5	10"1	4'54"	13"6	3'54"	15,5
15	10"2	5'00"	13"7	4'00"	15
14,5	10"3	5'06"	13"8	4'06"	14,5
14	10"4	5'12"	13"9	4'12"	14
13,5	10"5	5'18"	14"0	4'18"	13,5
13	10"6	5'24"	14"1	4'24"	13
12,5	10"7	5'30"	14"2	4'30"	12,5
12	10"8	5'36"	14"3	4'36"	12
11,5	10"9	5'42"	14"4	4'42"	11,5
11	11"0	5'48"	14"5	4'48"	11
10,5	11"1	5'54"	14"6	4'54"	10,5
10	11"2	6'00"	14"7	5'00"	10
9,5	11"4	6'06"	14"9	5'06"	9,5
9	11"6	6'12"	15"1	5'12"	9
8,5	11"8	6'18"	15"3	5'18"	8,5
8	12"0	6'24"	15"5	5'24"	8
7,5	12"2	6'30"	15"7	5'30"	7,5
7	12"4	6'36"	15"9	5'36"	7
6,5	12"6	6'42"	16"1	5'42"	6,5
6	12"8	6'48"	16"3	5'48"	6
5,5	13"0	6'54"	16"5	5'54"	5,5
5	13"2	7'00"	16"7	6'00"	5
4,5	13"4	7'06"	16"9	6'06"	4,5
4	13"6	7'12"	17"1	6'12"	4
3,5	13"8	7'18"	17"3	6'18"	3,5
3	14"0	7'24"	17"5	6'24"	3
2,5	14"2	7'30"	17"7	6'30"	2,5
2	14"4	7'36"	17"9	6'36"	2
1,5	14"6	7'42"	18"1	6'42"	1,5
1	14"8	7'48"	18"3	6'48"	1
0,5	15"0	7'54"	18"5	6'54"	0,5

Annexe II : remboursement de frais

1. Frais engagés pour les visites médicales des candidats en situation de handicap

Les candidats en situation de handicap résidant hors d'Île-de-France qui ne sont pas déclarés admis peuvent être remboursés des frais de transport engagés pour la participation aux visites chez le médecin d'aptitude du Sénat (dans la limite du tarif SNCF 2nde classe ou, lorsqu'il n'est pas possible d'effectuer le trajet en train, du tarif aérien le plus économique).

Cette demande de remboursement doit être adressée à la direction des Ressources humaines et de la Formation dans les deux mois suivant la date de publication des résultats d'admission. Elle doit être accompagnée du relevé d'identité bancaire ou postale du candidat, ainsi que des billets, des factures acquittées et des justificatifs de paiement originaux.

2. Frais engagés par les candidats admissibles mais non admis

Les candidats résidant hors d'Île-de-France, déclaré(e)s admissibles mais non admis et présents à toutes les épreuves obligatoires peuvent être remboursés des frais de transport (dans la limite du tarif SNCF 2nde classe ou, lorsqu'il n'est pas possible d'effectuer le trajet en train, du tarif aérien le plus économique) et de séjour engagés à l'occasion du concours, à concurrence de 140 € par jour pour l'hébergement (taxe de séjour et petit-déjeuner inclus) et de 25 € par repas.

La demande de remboursement doit être adressée à la direction des Ressources humaines et de la Formation dans les deux mois suivant la date de publication des résultats d'admission. Elle doit être accompagnée du relevé d'identité bancaire ou postale du candidat, ainsi que des billets, des factures acquittées et des justificatifs de paiement originaux.

Annexe III : règlement général des concours



D.19-20/2019.45

Paris, le 25 septembre 2019

DÉCISION DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX PORTANT RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES CONCOURS ET EXAMENS DU SÉNAT

Article premier. – Les candidats aux concours et examens organisés par le Sénat sont tenus de respecter le règlement fixé par la présente décision.

La loi du 23 décembre 1901 (*voir annexe*) réprimant les fraudes dans les examens ou concours publics leur est, en outre, applicable.

Article 1^{er} bis. – Le jury peut, si nécessaire, et pour toute épreuve, se constituer en groupes d'examineurs. Toutefois, afin d'assurer l'égalité de notation des candidats, le jury opère, s'il y a lieu, la péréquation des notes attribuées par chaque groupe d'examineurs et procède à la délibération finale.

Article 2. – Les candidats autorisés à concourir sont admis dans la salle d'examen sur présentation de leur convocation et d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie et leur signature.

Aucun candidat ne peut être admis dans la salle s'il n'a pas fourni à l'administration, dans les délais fixés, l'ensemble des pièces demandées pour la constitution du dossier de candidature.

Aucun candidat ne peut être admis dans la salle après la distribution des sujets à tous les candidats, quel que soit le motif de son retard.

Article 3. – La surveillance des épreuves est placée sous la responsabilité de l'autorité administrative chargée de l'organisation du concours.

Celle-ci est habilitée à prendre toute mesure nécessaire au bon déroulement des épreuves.

Les candidats doivent se soumettre aux vérifications et contrôles qui leur sont demandés par les surveillants.

Article 4. – Au début de chaque épreuve, le texte du sujet est, soit distribué aux candidats, soit lu par un surveillant et, dans ce cas, les candidats peuvent en prendre connaissance individuellement. Cette opération s'effectue sous la surveillance d'un membre du jury ou de l'autorité administrative chargée de l'organisation du concours.

En cas de pluralité de sujets, les textes de ces derniers placés sous enveloppes fermées font l'objet d'un tirage au sort au début de l'épreuve et sous la surveillance d'un membre du jury ou de l'autorité administrative chargée de l'organisation du concours.

Article 5. – Chaque épreuve est notée de 0 à 20, note qui est multipliée par le coefficient fixé pour l'épreuve. Sauf décision motivée du jury, toute note inférieure à 6 sur 20 dans une épreuve obligatoire est éliminatoire.

Pour les épreuves d'exercices physiques, sauf réglementation spécifique propre à chaque concours ou examen, seuls les points excédant la note de 10 sur 20 sont pris en compte, ces points étant ensuite multipliés par le coefficient fixé pour l'épreuve.

Dans une épreuve facultative, seuls les points excédant la note de 10 sur 20 sont pris en compte, ces points étant ensuite multipliés par le coefficient fixé pour l'épreuve.

Article 6. – Il est interdit aux candidats :

- d'introduire dans le lieu des épreuves ou de préparation des épreuves tout document, note ou matériel dont l'usage n'aurait pas été expressément prévu ou autorisé par le jury ainsi que tout instrument de télécommunication ;
- de communiquer entre eux ou de recevoir des renseignements de l'extérieur ;
- de sortir du lieu des épreuves ou de préparation sans autorisation d'un surveillant.

Est également interdite toute action ou manifestation qui pourrait nuire au bon déroulement des épreuves.

Article 7. – Les candidats composent obligatoirement sur des copies fournies par l'administration du Sénat. Ils s'abstiennent de signer leur composition ou d'y porter des signes distinctifs, à peine de nullité.

Tous les candidats ayant participé à une épreuve doivent remettre une feuille de composition. Lorsque cette feuille de composition comporte un coin rempli par le candidat avec la mention de son identité, elle doit être rendue le coin cacheté par le candidat, à peine de nullité.

L'absence à l'une des épreuves obligatoires entraîne l'exclusion du concours.

Article 8. – Dans les concours ou examens qui comportent une épreuve d'exercices physiques, l'appréciation des résultats est faite conformément aux dispositions des règlements en vigueur dans les fédérations françaises d'athlétisme et de natation.

La valeur des épreuves d'exercices physiques est, en ce qui concerne les candidates, appréciée suivant une échelle de cotation particulière et éventuellement par des épreuves différentes de celles que subissent les candidats.

Si un candidat ne peut effectuer la totalité des exercices prévus, la note qui lui est attribuée à la fin de l'épreuve est calculée en divisant la somme des notes obtenues par lui à chacun des exercices qu'il a effectués, par le nombre total des exercices prévus.

Seuls les candidats déclarés inaptes à subir l'épreuve d'exercices physiques par le médecin d'aptitude du Sénat, au vu notamment des certificats médicaux produits par les intéressés, sont dispensés de cette épreuve par décision du président du jury. Une note peut leur être attribuée d'office, le cas échéant calculée selon les modalités prévues par le programme du concours. Il en est de même pour la note attribuée aux

candidats qui ne peuvent participer, en tout ou partie, à l'épreuve d'exercices physiques, pour une raison inopinée médicalement constatée et ultérieurement approuvée par le médecin d'aptitude du Sénat.

Article 9. – Le surveillant qui constate une fraude, tentative de fraude ou infraction au présent règlement établit un rapport qui est transmis au président du jury.

Le candidat dont la fraude, la tentative de fraude ou l'infraction au règlement a été constatée continue néanmoins à participer aux épreuves jusqu'au prononcé d'une décision d'exclusion du concours par le jury dans les conditions prévues aux articles 10 et 11.

Article 10. – Toute fraude, tentative de fraude ou infraction au règlement entraîne l'exclusion du candidat du concours ou examen, sans préjudice, le cas échéant, de l'interdiction temporaire ou définitive de se présenter à un concours ou examen ultérieur du Sénat et de l'application des dispositions pénales prévues par la loi du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Les complices de la fraude, de la tentative de fraude ou de l'infraction au règlement sont passibles des mêmes sanctions.

Article 11. – L'exclusion du concours ou de l'examen est prononcée par le jury avant la proclamation des résultats, soit de la présélection, soit de la pré-admissibilité, soit de l'admissibilité, soit de l'admission.

Le jury peut, en outre, proposer aux autorités investies du pouvoir de nomination l'interdiction temporaire ou définitive de se présenter à un concours ou examen ultérieur du Sénat.

Aucune décision ne peut être prise sans que l'intéressé ait été mis en état de présenter sa défense.

Article 12. – Le président du jury d'un concours assure la police générale dudit concours.

En cas d'empêchement du président du jury, il est remplacé par le membre du jury fonctionnaire du Sénat le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Dans le cas d'une co-présidence, les prérogatives attachées à la présidence sont exercées conjointement par les deux co-présidents.

En cas d'empêchement d'un co-président de jury, les prérogatives attachées à la présidence sont exercées par le seul co-président restant.

Le Secrétaire général du Sénat

Le Secrétaire général de la Questure



Jean-Louis SCHROEDT-GIRARD



Marianne BAY

A N N E X E

Loi du 23 décembre 1901

réprimant les fraudes dans les examens et concours publics (D.P. 1902.4.22)

Article premier. – Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat constitue un délit.

Article 2. – *Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9.000 € ou à l'une de ces peines seulement.*

Article 3. – Les mêmes peines seront prononcées contre les complices du délit.

Article 4. – (Abrogé)

Article 5. – L'action publique ne fait pas obstacle à l'action disciplinaire dans tous les cas où la loi a prévu cette dernière.